

Communiqué de presse

Suspension du débat public éoliennes en mer en Normandie

La Commission nationale du débat public a, lors de sa réunion mensuelle du 1^{er} avril 2020, décidé de suspendre tous les débats publics en cours en application de l'ordonnance du 25 mars 2020.

Le débat public « En mer, en Normandie, de nouvelles éoliennes ? » est donc suspendu jusqu'à la levée de l'état d'urgence sanitaire par le gouvernement. Conformément à l'ordonnance du 25 mars, le débat public reprendra un mois après la fin de l'état d'urgence pour la durée restant à courir, soit 9 semaines.

La Commission particulière du débat public propose à tous les publics de continuer à s'informer sur les enjeux du projet proposé par l'Etat. Pour cela, le site internet du débat public restera ouvert afin de permettre la lecture des documents réalisés par l'Etat et RTE : le Dossier du maître d'ouvrage (DMO), les photomontages, le motion design, etc. Mais aussi de pouvoir écouter les 8 podcasts produits par la Commission du débat public qui ont été animés par la journaliste Dominique Rousset. Le public aura également accès à la bibliothèque du débat, ainsi qu'à l'ensemble des compte-rendu et verbatim des réunions organisées par la Commission.

Au cours des prochaines semaines et dans la perspective de la reprise du débat, la Commission mettra à disposition du public des ressources et outils pour leur permettre d'accéder à une information la plus complète possible.

En revanche, la plateforme participative sera fermée à toutes nouvelles questions à partir du mercredi 8 avril. La plateforme rouvrira à la fin de la suspension et les réponses à vos questions seront publiées à ce moment-là.

Nous vous invitons à suivre régulièrement les newsletters de la Commission pour vous tenir informé des évolutions du débat public.

Le secrétariat général du débat public reste ouvert. Il assure pendant cette période la préparation des futures réunions publiques afin d'assurer une reprise immédiate du débat public dès la fin de la suspension.

A titre indicatif, nous travaillons dans l'hypothèse d'un débat public qui se tiendrait du 24 juin au 26 août 2020.